

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

---

Ministère de la transition écologique, de  
la biodiversité et des négociations  
internationales sur le climat et la nature

---

## Arrêté du

**modifiant l'arrêté du 12 décembre 2022 modifié relatif aux données des filières à responsabilité élargie des producteurs**

NOR : TECP2536646A

***Publics concernés :*** les producteurs, les éco-organismes agréés des filières à responsabilité élargie des producteurs de produits mentionnés au L. 541-10-1 du code de l'environnement.

***Objet :*** nature des données concernées par les articles L. 541-10-13 à L. 541-10-15 et D. 541-20 du code de l'environnement, et modalités de leur mise à disposition.

***Entrée en vigueur :*** l'arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication

***Application :*** l'arrêté est pris en application des articles L. 541-10-16 et L. 541-15-2 du code de l'environnement.

La ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 131-3, L. 541-10-16, L. 541-15-2, D. 541-20 et R. 131-26-1 ;

Vu l'arrêté du 2 mai 2012 modifié relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

Vu l'arrêté du 11 février 2022 relatif à l'enregistrement des producteurs soumis à la responsabilité élargie des producteurs ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2022 modifié relatif aux données des filières à responsabilité élargie des producteurs (REP) ;

Vu l'avis du conseil national d'évaluation des normes en date du ;

Vu l'avis de la commission inter-filières de responsabilité élargie des producteurs, en date du ;

Vu les observations formulées lors de la consultation publique réalisée du au , en application de l'article L. 123-19-1 du code de l'environnement,

Arrête :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Au quatrième alinéa du II de l'article 2 de l'arrêté du 12 décembre 2022 susvisé, la seconde occurrence du mot : « et » est supprimée.

### **Article 2**

Après le I de l'article 5 du même arrêté, est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Au sens du présent article, et à l'exception de la catégorie de produits mentionnée au 6° de l'article L. 541-10-1, les produits usagés orientés vers le réemploi ou la réutilisation sont inclus dans les quantités de déchets collectés. ».

### **Article 3**

L'article 7 du même arrêté est ainsi modifié :

1° Au I, après les mots : « aux 4°, 5°, », est inséré le mot : « 6°, » ;

2° Le dernier alinéa est supprimé.

### **Article 4**

Le dernier alinéa de l'article 8 du même arrêté est supprimé.

### **Article 5**

L'article 9 du même arrêté est ainsi modifié :

I. - Au premier alinéa, après les mots : « des éco-organismes », sont ajoutés les mots : « et des producteurs ayant mis en place un système individuel » ;

II. - Au I :

1° A la première phrase du deuxième alinéa, après les mots : « un éco-organisme », sont insérés les mots : « ou un producteur ayant mis en place un système individuel » ;

2° A la première phrase du troisième alinéa, après les mots : « un éco-organisme », sont ajoutés les mots : « ou d'un producteur ayant mis en place un système individuel » ;

3° A la première phrase du quatrième alinéa :

a) Le mot : « "Type » est remplacé par le mot : « "Nature » ;

b) Après les mots : « de ses missions », sont ajoutés les mots : « ou dépense utilisée par un producteur ayant mis en place un système individuel dédiée à la gestion de son système individuel et à la réalisation de ses missions » ;

III. - Au II :

1° Au 1° :

a) Le a est abrogé ;

b) Au b :

- La mention : « b) » est remplacée par la mention : « a) » ;

- Après les mots : « du présent arrêté », sont insérés les mots : « . Pour les primes versées conformément aux exigences de l'arrêté du 5 septembre 2025 fixant les modulations applicables aux contributions financières versées par les producteurs lorsqu'ils incorporent des matières plastiques recyclées, les informations transmises comprennent également les tonnages de matières plastiques recyclées incorporées, ventilés par résine et selon les catégories de prime définies à l'article 3 de ce même arrêté » ;

c) Au c, la mention : « c) » est remplacée par la mention : « b) » ;

2° Le 2° est abrogé ;

IV. - Au III :

1° Après le premier alinéa, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« 1° Le montant total des contributions financières, incluant les primes et pénalités, tel que figurant dans les comptes sociaux au titre de l'année précédente (n-1) d'une part, et, le cas échéant, le montant de la régularisation de l'année (n-2) effectuée en année (n-1) d'autre part ;

« 2° Le cas échéant, le montant des recettes matières et des autres recettes tel que figurant dans les comptes sociaux au titre de l'année précédente (n-1) ; » ;

2° Au 1° :

a) La mention : « 1° » est remplacée par la mention : « 3° » ;

b) Au premier alinéa, après la première occurrence des mots : « montant des soutiens », est inséré le mot : « consommés » ;

c) Au troisième alinéa, après les mots : « du présent arrêté », sont insérés les mots : « en précisant le montant de soutien par bénéficiaire » ;

3° Au 2° :

a) La mention : « 2° » est remplacée par la mention : « 4° » ;

b) Les mots : « des dépenses » sont remplacés par le mot : « consommés » ;

c) Le mot : « type » est remplacé par le mot : « nature » ;

d) Le mot : « thématiques » est remplacé par le mot : « thématique » ;

4° Après le 2°, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« 5° Les montants engagés correspondant aux points 3° et 4° nécessaires pour l'évaluation des objectifs financiers concernés

« 6°- L'évolution et la somme totale des provisions pour risques et charges, telles que figurant dans les comptes sociaux au titre de l'année (n-1). » ;

5° Au 3° :

a) La mention : « 3° » est remplacée par la mention : « 7° » ;

b) Le mot : « 1° » est remplacé par le mot : « 3° » ;

c) Le mot : « 2° » est remplacé par le mot : « 4° » ;

V. - Au vingt-sixième alinéa :

1° Le mot : « au » est remplacé par le mot : « aux » ;

2° Après les mots : « l'article 6 », sont insérés les mots : « et 7 » ;

VI. - A la fin, sont ajoutés sept alinéas ainsi rédigés :

« VI. Les producteurs ayant mis en place un système individuel transmettent au plus tard le 30 juin de chaque année (n), pour chacune des filières REP mentionnées à l'article L. 541-10-1, les informations suivantes :

« 1° Les montants consommés, tels que figurant dans les comptes sociaux au titre de l'année (n-1), ventilés par nature de dépense et par thématique telles que mentionnées au I du présent article ;

« 2° Le cas échéant, la quote-part du montant des recettes matières et des autres recettes lié aux activités relevant de l'agrément tel que figurant dans les comptes sociaux au titre de l'année précédente (n-1) ;

« 3° Dans le cas où les producteurs ayant mis en place un système individuel agréé abondent, conformément aux articles R. 541-149 et R. 541-155, un fonds mis en place par un éco-organisme agréé, les coordonnées de l'éco-organisme et le montant correspondant ;

« 4° Les montants engagés correspondant aux points 1° et 3° nécessaires pour l'évaluation des objectifs financiers concernés ;

« 5° L'évolution et la quote-part de la somme totale des provisions pour risques et charges liée aux activités relevant de l'agrément, telles que figurant dans les comptes sociaux au titre de l'année (n-1).

« Les informations demandées contribuent à évaluer le coût de la filière de collecte et de traitement des produits couverts par le système individuel. S'agissant de la filière relative aux produits mentionnés au 15° de l'article L. 541-10-1 et compte tenu de sa spécificité, le coût de la collecte et du traitement par unité selon la catégorie de véhicule mentionnée au a) et b) du 1° de l'article R. 543-154 est défini par l'Agence. Le producteur ayant mis en place un système individuel dispose toutefois d'une possibilité de déclarer des informations différentes du coût défini par l'Agence, sous réserve de justification. ».

## **Article 6**

Le 2° du I de l'article 12 du même arrêté est ainsi modifié :

1° Au a, les mots : « versés aux » sont remplacés par les mots : « consommés envers les » ;

2° Au b, les mots : « alloué aux » sont remplacés par les mots : « consommés envers les » ;

3° A la première phrase du c, les mots : « alloué à des » sont remplacés par les mots : « consommés envers les ».

## Article 7

L'annexe I du même arrêté est remplacée par l'annexe suivante :

« Annexe I. - MODALITÉS SPÉCIFIQUES AUX EMBALLAGES MÉNAGERS, IMPRIMÉS PAPIERS ET PAPIERS À USAGE GRAPHIQUES MENTIONNÉS AU 1° DE L'ARTICLE L. 541-10-1

« Pour l'application de l'arrêté et de la présente annexe, les champs applicables à chacune des définitions sont :

« “Statut du producteur des imprimés papiers et papiers à usage graphiques” :

« - fabricant ;

« - donneur d'ordre ;

« - importateur (en provenance de l'UE ou d'un pays tiers) ;

« - personne mentionnée à l'article L. 541-10-9 du code de l'environnement.

« “Catégories d'emballages, imprimés papiers et papiers à usage graphiques (catégorie unique)” : les emballages tels que définis à l'article R. 543-43, III, 4° et 5° du code de l'environnement et mentionnés au 1° de l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement, et les papiers mentionnés aux 1° et 2° de l'article R. 543-207 du code de l'environnement.

« “Unité de Vente au Consommateur (UVC)” : unité de produit conditionné qu'un consommateur peut acheter séparément des autres. Les emballages de colisage et d'économat correspondent chacun à une unité indépendante et équivalente à une UVC. L'UVC peut être composée de différents éléments de différents matériaux.

« “Matériaux” :

« - acier ;

« - aluminium ;

« - papier carton (emballage), en distinguant non complexé et complexé ;

« - plastique, en distinguant le type de résine le cas échéant ;

« - verre ;

« - bois ;

« - imprimés papiers et papiers à usage graphique ;

« - autres matériaux.

« A compter de l'année de mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 44 du Règlement (UE) 2025/40 du Parlement européen et du Conseil, la liste des catégories d'emballages figurant au tableau 1 de l'annexe II de ce Règlement se substituera à la liste des matériaux ci-dessus.]

« Pour les emballages composites et autres emballages composés de plus d'un matériau :

« Conformément au paragraphe 4 de l'article 53 du Règlement (UE) 2025/40 du Parlement européen et du Conseil, chaque matériau constituant une unité d'emballage au sens de ce Règlement, doit être déclaré sous son matériau respectif.

« Cependant, si un matériau représente moins de 5 % du poids de l'unité d'emballage, le poids de ce matériau peut être déclaré sous le matériau prédominant en poids dans cette unité d'emballage.

« Le présent alinéa n'est pas applicable aux unités d'emballages mentionnées au I de l'annexe E de la directive (UE) 2019/904 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement, conformément au paragraphe 24 de l'article 3 du Règlement (UE) 2025/40 du Parlement européen et du Conseil.

« “Standards” : les standards éligibles aux soutiens à la tonne, par matériau, y compris les standards expérimentaux, tels que définis dans le cahier des charges.

« “Secteurs d'activités” :

« - alimentaire frais ;

« - boissons ;

« - épicerie ;

« - hygiène/beauté ;

« - produits d'hygiène et d'entretien/produits chimiques ;

« - autres non alimentaire ;

« - conditionnements ;

« - imprimés papiers et papiers à usage graphiques.

« Chacun de ces secteurs d'activité peut être détaillé par sous-secteur d'activités, selon une proposition faite par l'Agence, en lien avec les éco-organismes, et transmise au ministre chargé de l'environnement. La proposition est réputée acquise à compter de son acceptation par le ministre ou, à défaut, si celui-ci ne s'y est opposé, à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la date de réception.

« I. - Informations complémentaires par producteur relatives aux produits mis sur le marché à transmettre à l'Agence

« a) La quantité d'emballages ménagers mis sur le marché, exprimée en UVC et en tonne, ventilée par matériau. La quantité de papiers mis sur le marché, exprimée en tonne en précisant le statut du producteur ;

« Pour les déclarations au forfait unique ou par unités prises en compte dans le seuil des 5 %, l'organisme coordonnateur de la filière, ou l'éco-organisme en l'absence d'organisme coordonnateur, réalisera un abaque de conversion des unités en tonnage par matériau.

« b) La quantité d'emballages ménagers mis sur le marché, exprimée en UVC et en tonne, pour les emballages suivants :

« - sacs en plastique au sens de l'article R. 543-72-1, en distinguant les sacs en plastique légers définis comme des sacs d'une épaisseur inférieure à 50 microns, et ceux d'une épaisseur supérieure ou égale à 50 microns ; Pour les sacs en plastique légers, en distinguant également ceux d'une épaisseur inférieure à 15 microns et ceux d'une épaisseur comprise entre 15 et 50 microns ;

« - bouteilles pour boisson en plastique à usage unique d'une capacité inférieure ou égale à 3 litres en distinguant celles majoritairement en PET ;

« - récipients pour boissons métalliques à usage unique d'une capacité inférieure ou égale à 3 litres ;

« - gobelets pour boisson en plastique à usage unique, y compris leurs moyens de fermeture et couvercles ;

« c) Le poids de plastique recyclé et le poids total de plastique des bouteilles pour boisson en plastique à usage unique d'une capacité inférieure ou égale à 3 litres, en prenant en compte les différentes parties en plastiques de la bouteille et en distinguant les bouteilles constituées majoritairement de PET. Dans le cas du PET recyclé par voie mécanique, qui doit être distingué des autres matières plastiques recyclées, les données de poids sont calculées à partir des données générées dans les déclarations de conformité et transmises au producteur en application du règlement UE 2022/1616.

« II. - Informations complémentaires par éco-organisme et par système individuel à transmettre à l'Agence en vue de leur transmission à l'Autorité compétente pour l'élaboration et le suivi du SRADDET ou, le cas échéant, du PRPGD

« 1. Données relatives aux produits mis sur le marché (à transmettre uniquement à l'Agence)

« La quantité d'emballages ménagers mise sur le marché, à usage unique ou réemployable neuf, exprimée en UVC et en tonne par matériau, ventilée :

« - par secteur d'activités, et le cas échéant par sous-secteur d'activités ;

« - par matériau majoritaire en poids.

« La quantité d'emballages ménagers contenant du plastiques (qu'il soit majoritaire ou non) mise sur le marché, exprimée en UVC, par secteurs d'activités, et le cas échéant par sous-secteurs d'activités.

« La quantité d'emballages ménagers mise sur le marché, exprimée en unité (en cas d'équivalence, avec et sans son utilisation) et en tonne, ventilée :

« - par secteur d'activités, et le cas échéant par sous-secteur d'activités ;

« - par matériau majoritaire en poids ;

« - par caractère en distinguant :

« i) Les emballages réemployés, en distinguant ceux relevant de gammes standards définis par l'éco-organisme ;

« ii) Les emballages réemployables neufs, en distinguant ceux relevant de gammes standards définis par l'éco-organisme ;

« iii) Les emballages à usage unique ;

« - par modalité de réemploi pour les emballages réemployés et réemployables neufs.

« Concernant les emballages réemployables neufs visés au paragraphe précédent, à compter de la deuxième année civile complète suivant l'entrée en vigueur de l'acte d'exécution prévu à l'article 56, paragraphe 7, du Règlement (UE) 2025/40 du Parlement européen et du Conseil, ces derniers devront être distingués entre les emballages réemployables neufs de vente d'une part et les autres emballages réemployables neufs d'autre part.

« La quantité mise en marché exprimée en UVC et en tonne, de récipients pour aliments en plastique à usage unique, au sens de la directive (UE) 2019/904 susmentionnée.

« La quantité de papiers mis sur le marché, exprimée en tonne, ventilée par secteur d'activités, et le cas échéant par sous-secteur d'activités.

« 2. Données relatives à la gestion des déchets

« Pour l'application de la présente annexe, les dispositions de l'article 6. II sont remplacées par les dispositions suivantes :

« S'agissant des opérations de gestion des déchets auxquelles ils contribuent ou pourvoient, les éco-organismes et les producteurs ayant mis en place un système individuel, transmettent les informations suivantes relatives aux déchets collectés :

« 1° Les quantités de déchets traités aux étapes de traitement, correspondant aux étapes pour lesquelles des flux entrants ou sortants sont pris en compte dans l'évaluation de l'atteinte des objectifs de la filière, et d'élimination. Les quantités de déchets sont exprimées en tonne, par standard, en conformité avec la décision d'exécution 2019/1004 de la Commission du 7 juin 2019 établissant les règles concernant le calcul, la vérification et la communication des données relatives aux déchets, notamment la ventilation par composante dans ladite décision mentionnée au b.

« S'agissant des déchets collectés en outre-mer : la quantité traitée sur le territoire et exportée hors du territoire.

« En indiquant :

« a) La raison sociale, le numéro SIRET et le département de chaque installation effectuant le traitement des déchets ;

« b) Le libellé du déchet, celui-ci ne pouvant être moins précis que la ventilation par composante du tableau du paragraphe A de l'annexe V de la décision d'exécution 2019/1004 susmentionnée ;

« c) Le code du déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

« d) Le libellé du traitement qui a été effectué ;

« e) Le code du traitement qui a été effectué, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

« 2° Pour chaque collectivité territoriale, et pour chaque standard :

« - sa raison sociale, son numéro SIRET, la population contractuelle et l'année de référence pour la population INSEE prise en compte ;

« - la quantité de déchets d'emballages ménagers soutenue par l'éco-organisme, exprimée en tonne ;

« - la quantité de déchets de papiers soutenable par l'éco-organisme, exprimée en tonne ;

« - le numéro SIRET de l'installation de tri, et l'identifiant du repreneur (ou négociant) ainsi que la quantité de déchets d'emballages ménagers et de papiers qu'il a repris en sortie de centre de tri, exprimée en tonne ;

« - le numéro SIRET d'éventuelles autres installations de traitement (notamment usine d'incinération des ordures ménagères, installation de tri mécano-biologique, installation de compostage de déchets



non dangereux ou matière végétale), ainsi que la quantité de déchets d'emballages ménagers et de papiers repris en sortie de ces installations, exprimée en tonne ;

« - la quantité de déchets d'emballages ménagers et de papiers pris en charge sans passer par un centre de tri ou sans faire l'objet d'une opération de tri, par repreneur ;

« 3° Pour chaque installation de traitement mentionnée au 5e tiret du 2° du 2 du présent II, et pour chaque standard, l'identifiant du repreneur en contrat avec l'installation ainsi que la quantité de déchets d'emballages qu'il a repris en sortie de ces installations, exprimée en tonne ;

« 4° Pour chaque acteur économique ayant collecté ou fait collecter les déchets d'emballages ménagers hors service public de prévention et de gestion des déchets (SPGD) :

« - sa raison sociale, son numéro SIRET, et son département d'activité ;

« - la quantité de déchets d'emballages soutenue par l'éco-organisme par standard, exprimée en tonne ;

« - la raison sociale, et le numéro SIRET de l'installation de recyclage finale.

« 3. Autres données (à transmettre uniquement à l'Agence)

« a) Concernant les collectivités locales :

« - le montant des soutiens détaillé par collectivité pour chacun des soutiens composant le barème aux collectivités locales.

« b) Concernant la consommation hors foyer :

« - le nombre de structures privées en contrat avec l'éco-organisme, et la quantité de déchets d'emballages collectés correspondante ;

« - le nombre de structures publiques (SPGD) en contrat avec l'éco-organisme ;

« - le nombre d'accords spécifiques avec d'autres acteurs en contrat avec l'éco-organisme ;

« c) Le nombre de déclarations simplifiées détaillé par secteur d'activités homogènes, et la quantité d'UVC concernée, exprimée en tonne, ainsi que le nombre de déclarations au forfait ;

« d) Concernant les données relatives au réemploi :

« - la liste des acteurs ayant bénéficié d'un soutien, détaillé par typologie d'acteurs (metteur en marché, opérateurs de réemploi, fabricants d'emballages, collectivités territoriales, fédérations professionnelles...), taille d'entreprise (TPE, PME, ME, GE) et secteur d'activité, et le montant de soutien par typologie d'acteur ;

« - le nombre d'emballages réemployables collectés dans le cadre de la reprise des emballages réemployables usagés et de transport jusqu'à un centre de massification, avec le détail en nombre d'unités par typologies d'acteurs bénéficiaires du soutien à la prise en charge des coûts des opérations de reprise, ainsi que le détail par région ;

« e) Concernant les contributions financières perçues :

« - le montant total des contributions à l'UVC ;

« - le montant total des contributions au poids détaillé par matériau ;

« - le tonnage et le nombre d'UVC d'emballages mis sur le marché bénéficiant de primes et pénalités par critères de modulation et par secteurs d'activité et le cas échéant par sous secteurs d'activités ;

« f) Concernant la reprise des matériaux :

« - la quantité de déchets triés par standard par option de reprise, exprimée en tonne ;

« - la quantité de déchets repris et recyclés sur le territoire national, et dans un autre pays d'autre part, exprimée en tonne, par standard ;

« g) Concernant l'éco-conception :

« - les dépenses d'accompagnement à l'éco-conception ;

« - le nombre d'adhérents avec accompagnement à l'éco-conception ;

« h) Concernant les soutiens spécifiques à chacun des territoires d'outre-mer :

« - les soutiens spécifiques à l'outre-mer (soutien au programme d'action territorialisé et frais correspondant aux autres actions non incluses dans le programme d'action territorialisé) ;

« - les coûts nets liés au pourvoi : ensemble des charges de collecte, tri, transport de l'éco-organisme auxquelles sont soustraites les recettes liées aux ventes des matériaux perçues par l'éco-organisme ;

« i) Concernant la prise en charge des emballages professionnels en carton collectés auprès des collectivités locales :

« - la quantité, en masse, de déchets d'emballages professionnels en carton collectés parmi les déchets d'emballages collectés auprès des collectivités locales et le coût associé.

« j) Concernant le calcul de l'équilibrage et le calcul du taux de couverture des coûts :

« - les données nécessaires au calcul de l'équilibrage et au calcul du taux de couverture des coûts devront être remontées par les éco-organismes pour le 31 mai ;

« - pour l'équilibrage les données correspondantes portent sur les années n-2, n-1 et n.

## **Article 8**

L'annexe II du même arrêté est remplacée par l'annexe suivante :

« Annexe II. - MODALITÉS SPÉCIFIQUES AUX EMBALLAGES PROFESSIONNELS MENTIONNÉS AU 2° DE L'ARTICLE L. 541-10-1

« Pour l'application de l'arrêté et de la présente annexe, les champs applicables à chacune des définitions sont :

« “Catégories d'emballages (catégorie unique)” : les emballages mentionnés au 2° de l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement.

« “Unité de Vente (UV)” : unité de produit conditionné faisant l'objet d'une transaction entre deux acteurs. L'UV peut être composée de différents éléments de différents matériaux.

« “Matériaux” :

« - acier ;

- « - aluminium ;
- « - papier carton (emballage) ;
- « - plastique, en distinguant a minima :
  - « - PET rigide ;
  - « - PE rigide, PP rigide, PEHD et PP rigides ;
  - « - PE souple ;
  - « - PP souple ;
  - « - PET souple ;
  - « - PS, XPS rigide ;
  - « - PSE rigide ;
  - « - Autres plastiques rigides (par exemple PVC, PC) et multimatériaux rigides ;
  - « - Autres plastiques souples et multimatériaux souples ;
  - « - verre ;
  - « - bois, liège ;
  - « - autres matériaux (textiles, céramique/porcelaine et autres).

« A compter de l'année de mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 44 du Règlement (UE) 2025/40 du Parlement européen et du Conseil, la liste des catégories d'emballages figurant au tableau 1 de l'annexe II de ce Règlement se substituera à la liste des matériaux ci-dessus.

« Pour les emballages composites et autres emballages composés d'un matériau :

« Conformément au paragraphe 4 de l'article 53 du Règlement (UE) 2025/40 du Parlement européen et du Conseil, chaque matériau constituant une unité d'emballage au sens de ce Règlement doit être déclaré sous son matériau respectif.

« Cependant, si un matériau représente moins de 5 % du poids de l'unité d'emballage, le poids de ce matériau peut être déclaré sous le matériau prédominant en poids dans cette unité d'emballage.

« Le présent alinéa n'est pas applicable aux unités d'emballages mentionnées au I de l'annexe E de la directive (UE) 2019/904 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement, conformément au paragraphe 24 de l'article 3 du Règlement (UE) 2025/40 du Parlement européen et du Conseil.

« I. - Informations complémentaires par producteur relatives aux produits mis sur le marché à transmettre à l'Agence

« Le code NACE du producteur, ainsi que sa quantité d'emballages professionnels mis sur le marché, exprimée en UV et en tonne, ventilée par matériau.

« Pour les déclarations au forfait unique ou par unités prises en compte dans le seuil des 5 %, l'organisme coordonnateur de la filière, ou l'éco-organisme en l'absence d'organisme coordonnateur, réalisera un abaque de conversion des unités en tonnage par matériau.

« II. - Informations complémentaires par éco-organisme et par système individuel à transmettre à l'Agence en vue de leur transmission à l'Autorité compétente pour l'élaboration et le suivi du SRADDET ou, le cas échéant, du PRPGD

« 1. Données relatives aux produits mis sur le marché (à transmettre uniquement à l'Agence)

« La quantité d'emballages professionnels mise sur le marché, à usage unique ou réemployable neuf, exprimée en UV et en tonne par matériau, ventilée :

« - par code NACE ;

« - par matériau majoritaire en poids.

« La quantité d'emballages professionnels contenant du plastiques (qu'il soit majoritaire ou non) mise sur le marché, exprimée en UV, par code NACE.

« La quantité d'emballages professionnels mise sur le marché, exprimée en unité (en cas d'équivalence, avec et sans son utilisation) et en tonne, ventilée :

« - par code NACE ;

« - par matériau majoritaire en poids ;

« - par caractère en distinguant :

« i) Les emballages réemployés, en distinguant ceux relevant de gammes standards définis par l'éco-organisme ;

« ii) Les emballages réemployables neufs, en distinguant ceux relevant de gammes standards définis par l'éco-organisme ;

« iii) Les emballages à usage unique ;

« - par modalité de réemploi pour les emballages réemployés et réemployables neufs.

« Concernant les emballages réemployables neufs visés au paragraphe précédent, à compter de la deuxième année civile complète suivant l'entrée en vigueur de l'acte d'exécution prévu à l'article 56, paragraphe 7, du Règlement (UE) 2025/40 du Parlement européen et du Conseil, ces derniers devront être distingués entre les emballages réemployables neufs de vente d'une part et les autres emballages réemployables neufs d'autre part.

« 2. Données relatives à la gestion des déchets

« Pour l'application de la présente annexe, les dispositions de l'article 6. II sont remplacées par les dispositions suivantes.

« S'agissant des opérations de gestion des déchets auxquelles ils contribuent ou pourvoient, les éco-organismes et les producteurs ayant mis en place un système individuel, transmettent les informations suivantes relatives aux déchets collectés :

« 1° Les quantités de déchets d'emballages professionnels en plastique, collectés à des fins de tri séparément ou en mélange avec d'autres matériaux, exprimées en tonne et détaillées :

« - par standards techniques de gestion des déchets d'emballages professionnels ;

« - par modes de collecte visées dans les cahiers des charges des éco-organismes et des systèmes individuels ;

« - par département où les déchets ont été collectés.

« 2° Les quantités de déchets d'emballages professionnels entrants dans l'installation de recyclage. Elles sont exprimées en tonne, pour chaque matériau en conformité avec la décision d'exécution 2019/1004 de la Commission du 7 juin 2019 établissant les règles concernant le calcul, la vérification et la communication des données relatives aux déchets, notamment la ventilation par composante dans ladite décision mentionnée au b) et détaillées par standards techniques de gestion des déchets d'emballages professionnels.

« S'agissant des déchets collectés en outre-mer : la quantité traitée sur le territoire et exportée hors du territoire.

« En indiquant :

« a) La raison sociale, le numéro SIRET et le département de chaque installation effectuant le traitement des déchets ;

« b) Le libellé du déchet, celui-ci ne pouvant être moins précis que la ventilation par composante du tableau du paragraphe A de l'annexe V de la décision d'exécution 2019/1004 susmentionnée, détaillé par standards techniques de gestion des déchets d'emballages professionnels ;

« c) Le code du déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

« d) Le libellé du traitement qui a été effectué ;

« e) Le code du traitement qui a été effectué, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets.

« 3. Autres données (à transmettre uniquement à l'Agence)

« a) Concernant l'éco-conception :

« - le nombre d'adhérents avec accompagnement à l'éco-conception ;

« b) Concernant les données relatives au réemploi :

« - la liste des acteurs ayant bénéficié d'un soutien, détaillé par typologie d'acteurs (metteur en marché, opérateurs de réemploi, fabricants d'emballages, collectivités territoriales, fédérations professionnelles...), taille d'entreprise (TPE, PME, ME, GE) et code NACE, et le montant de soutien par typologie d'acteur ainsi que par typologie d'action comme détaillé au point 3.2.5 du cahier des charges d'agrément ;

« - le nombre d'emballages professionnels réemployables collectés dans les conditions prévues au 3.2.3 du cahier des charges, avec le détail en nombre d'unités par typologies d'acteurs bénéficiaires du soutien à la prise en charge des coûts des opérations de reprise, ainsi que le détail par région ;

« c) Concernant les contributions :

« Le tonnage et le nombre d'UV d'emballages mis sur le marché bénéficiant de primes et pénalités par critères de modulation et par code NACE ;

« d) Concernant les soutiens :

« - Le montant des soutiens par type de soutien détaillés tels que précisés au 4.1 du cahier des charges ;

« e) Concernant la prise en charge des emballages ménagers collectés auprès des professionnels :

« - la quantité (en masse ou unités) d’emballages ménagers destinés au réemploi et collectés auprès des professionnels dont l’éco-organisme prend en charge les coûts, ainsi que les coûts associés ;

« - la quantité, en masse, de déchets d’emballages ménagers collectés parmi les déchets d’emballages collectés auprès des professionnels et le coût associé.

« f) Concernant la reprise des emballages professionnels en bois collectés par les collectivités locales :

« - La quantité, en masse, d’emballages professionnels en bois collectés en déchetterie publique par collectivité locale.

« g) Suivi des dépenses liées à l’incitation à l’atteinte des objectifs de recyclage ;

« - Le montant annuel dépensé tel que prévu au 5.1.2 du cahier des charges d’agrément par type de dépense.

« h) Concernant le calcul de l’équilibrage :

« - les données nécessaires au calcul de l’équilibrage devront être remontées par les éco-organismes pour le 31 mai ;

## **Article 9**

L’annexe III du même arrêté est remplacée par l’annexe suivante :

« Annexe III. - MODALITÉS SPÉCIFIQUES AUX ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES MENTIONNÉS AU 5° DE L'ARTICLE L. 541-10-1

« Pour l'application de l'arrêté et de la présente annexe, les champs applicables à chacune des définitions sont :

« “Statut du producteur” :

« - fabricant ;

« - importateur (en provenance de l'UE ou d'un pays tiers) ;

« - revendeur sous marque ou nom propre ou donneur d'ordre ;

« - vendeur à distance depuis l'étranger directement à des ménages ou à des utilisateurs autres que les ménages situés sur le territoire national ;

« - personne mentionnée à l'article L. 541-10-9 du code de l'environnement.

« “Catégories d'équipements électriques et électroniques” : les catégories d'équipements électriques et électroniques (EEE) définies au II de l'article R. 543-172 du code de l'environnement, en distinguant les EEE ménagers et les EEE professionnels.

« “Flux de déchets” : les flux mentionnés au II de l'annexe de l'arrêté du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques prévues à l'article 21 du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements.

« “Origines de collecte” :

« - déchèterie :

- « - collecte séparée hors zone de réemploi ;
- « - zone de réemploi ;
- « - encombrants (collecte en porte-à-porte) ;
- « - collecte mobile organisée par le SPGD ;
- « - auprès des distributeurs dans le cadre de leur reprise des produits usagés ;
- « - collecte organisée par ou pour le compte de l'éco-organisme (proximité, évènementiels, autres) ;
- « - collecte organisée par des entreprises de l'économie sociale et solidaire en lien avec l'éco-organisme ;
- « - dépôts sauvages ;
- « - catastrophes naturelles ou accidentelles ;
- « - autre.

« I. - Informations complémentaires par producteur relatives aux produits mis sur le marché à transmettre à l'Agence

« 1. Données relatives aux produits mis sur le marché (à transmettre uniquement à l'Agence)

« La quantité d'équipements électriques et électroniques mis sur le marché, exprimée en tonne et en unité, ventilée par catégorie d'équipements électriques et électroniques, en précisant le statut du producteur et le fait qu'ils aient été mis en marché suite à une opération de réemploi.

« La quantité d'équipements électriques et électroniques mis sur le marché, exprimée en tonne et en unité, par référence aux positions à quatre chiffres du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (code SH4) de la décision n° 87/369/CEE du Conseil du 7 avril 1987 concernant la conclusion de la convention internationale sur le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, ainsi que son protocole d'amendement.

« Pour les équipements électriques et électroniques importés préchargés en fluides frigorigènes fluorés, la quantité de fluides et le type de fluides couverts par le règlement (UE) 2024/573 du Parlement européen et du Conseil du 7 février 2024 et suivant le format défini par l'autorité administrative.

« 2. Données relatives à la collecte des déchets à transmettre uniquement à l'Agence

« a) La quantité de déchets de batteries portables, de batteries MTL, de batteries SLI et de batteries industrielles issues du démantèlement des déchets d'équipements électriques et électroniques, exprimée en tonne, et la quantité de ceux de ces déchets ayant été remis aux éco-organismes de la filière REP des batteries ;

« b) La quantité de téléphones portables collectés par an, exprimée en tonne et unité.

« 3. Données relatives à la gestion des déchets

« Pour l'application de la présente annexe, les dispositions de l'article 6. II sont remplacées par les dispositions suivantes :

« S'agissant des opérations de gestion des déchets auxquelles ils contribuent ou pourvoient, les éco-organismes et les producteurs ayant mis en place un système individuel, transmettent les informations suivantes relatives aux déchets collectés :

« 1° Les quantités de déchets et fractions sortants des premiers sites de traitement, en indiquant les types de traitement finaux subis par ces déchets et fractions à leur étape de traitement finale, permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs de la filière. Les quantités de déchets sont exprimées en tonne, par standard, en conformité avec la décision d'exécution 2019/1004 de la Commission du 7 juin 2019 établissant les règles concernant le calcul, la vérification et la communication des données relatives aux déchets, notamment la ventilation par composante dans ladite décision mentionnée au c.

« S'agissant des déchets collectés en outre-mer : la quantité traitée sur le territoire et exportée hors du territoire.

« En indiquant :

« a) La raison sociale, le numéro SIRET et le département pour une installation située en France ou le numéro d'identifiant et le pays pour une installation située hors France de chaque installation effectuant le premier traitement des déchets ;

« b) Le libellé du déchet, celui-ci ne pouvant être moins précis que la ventilation par composante du tableau du paragraphe A de l'annexe V de la décision d'exécution 2019/1004 susmentionnée ;

« c) Le code du déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

« d) Le libellé du traitement qui a été effectué ;

« e) Le code du traitement qui a été effectué, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets.

« 2° Les éco-organismes et les producteurs ayant mis en place un système individuel transmettent annuellement à l'Agence, les procédures mises en place pour assurer la traçabilité prévue à l'article L. 541-10-6-III.

« 4. Autres données (à transmettre uniquement à l'Agence)

« - le montant des contributions financières perçues par catégorie d'équipements électriques et électroniques ;

« - l'ensemble des données nécessaires au calcul de l'équilibrage, y compris le montant des contributions financières perçues par catégorie d'équipements électriques et électroniques, sur la base des modalités de calculs définies par l'organisme coordonnateur, pour le 31 mai ;

« - les quantités de déchets collectés par les éco-organismes, exprimées en tonnes, qui ont fait l'objet d'un équilibrage financier entre les éco-organismes conformément aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté du 27 octobre 2021, modifié, portant cahiers des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques.

« Pour chaque éco-organisme agréé et chaque producteur en système individuel agréé, la liste des opérateurs de gestion de déchets avec lesquels un contrat a été conclu conformément à l'article L. 541-10-20 du code de l'environnement, en précisant :

« - La raison sociale et le SIREN de l'exploitant



- « - Pour les installations :
- « - situées en France, l'adresse, le code postal, la commune ainsi que le SIRET
- « - situées à l'étranger, le code pays, l'adresse, le code postal et la commune. »

## **Article 10**

L'annexe IV du même arrêté est remplacée par l'annexe suivante :

« Annexe IV. - MODALITÉS SPÉCIFIQUES AUX BATTERIES MENTIONNÉES AU 6° DE L'ARTICLE L. 541-10-1

« Pour l'application de l'arrêté et de la présente annexe, les champs applicables à chacune des définitions sont :

« " Statut du producteur " :

« -Fabricant

« -Importateur (en provenance de l'UE ou d'un pays tiers)

« -Revendeur sous marque ou nom propre

« -Vendeur à distance depuis l'étranger directement à des ménages ou à des utilisateurs autres que les ménages situés sur le territoire national

« -Personne mentionnée à l'article L. 541-10-9 du code de l'environnement

« " Catégories de batteries " : toutes les batteries définies à l'article R. 543-125 du code de l'environnement, en distinguant lorsque cela est applicable :

« -Piles alcalines

« -Piles salines

« -Piles zinc-air

« -Piles lithium

« -Autres piles

« -Piles bouton zinc-air

« - Piles bouton alcalines

« - Piles bouton lithium

« - Piles bouton bio-enzymatique

« - Piles bouton argent

« - Autres piles bouton

« -Accumulateurs au plomb

« -Accumulateurs nickel-cadmium

- « -Accumulateurs nickel-métal-hydrure
- « -Accumulateurs lithium (en précisant la chimie utilisée. Ex : LFP, NMC, ...)
- « -Accumulateurs sodium-ion
- « -Autres accumulateurs.
- « " Origines de collecte " :
- « -Déchèterie (collecte séparée)
- « -Distributeurs dans le cadre de leur reprise des produits usagés
- « -Exploitants d'installations de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques qui ont séparé les batteries incorporées dans des DEEE
- « -Exploitants d'installations de traitement de véhicules hors d'usage
- « - Professionnels de l'entretien et de la réparation de véhicules
- « -Exploitants d'installations de réparation ou de maintenance d'équipements autres que les véhicules
- « - Opérateurs procédant au remanufacturation ou à la réaffectation de batteries
- « - Producteurs ayant recours au principe de refaction
- « - Utilisateurs finaux
- « - Dépôts sauvages
- « - Catastrophes naturelles ou accidentelles
- « -Autres (pouvoirs publics ou tiers qui assurent la gestion des déchets pour leur compte...)
- « Les opérations de réemploi applicables aux batteries dans le cadre des données à communiquer au titre de l'article 7 du présent arrêté sont les opérations suivantes, telles que définies dans le règlement UE 2023/1542 :
- « - la préparation au réemploi ;
- « - la réaffectation
- « - la préparation à la réaffectation ;
- « - la remanufacture
- « Informations complémentaires par producteur relatives aux produits mis sur le marché à transmettre à l'Agence
- « La quantité de batteries mises sur le marché, exprimée en tonne et en unité, ventilée par catégorie de batteries, en précisant le statut du producteur, le fait qu'elles sont intégrées ou non à un équipement et le fait qu'elles aient été mises en marché suite à une opération de réemploi.
- « Informations complémentaires par éco-organisme ou système individuel agréé, relatives à la collecte, à transmettre à l'Agence :
- « -la quantité annuelle de batteries collectées, exprimée en tonnes, ventilée par catégories de batteries en distinguant :

« - Pour les batteries industrielles et les batteries de véhicules électriques (VE) :

« - la quantité de batteries collectée et remise à des installations autorisées en vue de la préparation au réemploi ;

« - la quantité de batteries collectée et remise à des installations autorisées en vue de la préparation à la réaffectation.

« - Pour toutes les catégories de batteries :

« - la quantité de batteries collectée et remise à des installations de recyclage ;

« - la quantité de batteries collectée et exportée en dehors de l'UE pour recyclage, préparation au recyclage, préparation en vue du réemploi, préparation en vue de la réaffectation.

« Informations complémentaires par éco-organisme ou système individuel agréé, relatives au traitement des déchets de batteries, à transmettre à l'Agence :

« Pour chaque installation située dans des pays tiers vers laquelle ont été exportés des déchets de batteries à des fins de traitement, la documentation relative aux :

« - déchets de batteries plomb-acide ;

« - déchets de batteries au lithium ;

« - déchets de batteries nickel-cadmium ;

« - autres déchets de batteries.

« Ces données sont à transmettre conformément aux modalités de déclaration figurant aux chapitres 8 à 9 du règlement d'exécution 2025/606 du 21 mars 2025 établissant la méthode de calcul et de vérification des taux de rendement de recyclage et de taux de valorisation des matières provenant des déchets de batteries.

« Pour chaque éco-organisme agréé et chaque producteur en système individuel agréé, la liste des opérateurs de gestion de déchets avec lesquels un contrat a été conclu conformément à l'article L. 541-10-19 du code de l'environnement, en précisant :

« - La raison sociale et le SIREN de l'exploitant

« - Pour les installations :

« - situées en France, l'adresse, le code postal, la commune ainsi que le SIRET

« - situées à l'étranger, le code pays, l'adresse, le code postal et la commune. »

## **Article 11**

L'annexe VIII du même arrêté est remplacé par l'annexe suivante :

« Annexe VIII. - MODALITÉS SPÉCIFIQUES AUX ÉLÉMENTS D'AMEUBLEMENT MENTIONNÉS AU 10° DE L'ARTICLE L. 541-10-1

« Pour l'application de l'arrêté et de la présente annexe, les champs applicables à chacune des définitions sont :

« “Statut du producteur” :

« - fabricant ou assembleur ;

« - importateur (en provenance de l'UE ou d'un pays tiers) ;

« - revendeur sous marque ou nom propre ou donneur d'ordre ;

« - vendeur à distance depuis l'étranger directement à des ménages ou à des utilisateurs autres que les ménages situés sur le territoire national ;

« - personne mentionnée à l'article L. 541-10-9 du code de l'environnement.

« “Catégories d'éléments d'ameublement” : les catégories d'éléments d'ameublement définies au III de l'article R. 543-240 du code de l'environnement.

« “Origines de collecte” :

« - déchèterie

« - encombrants assurée par le SPGD (collecte en porte-à-porte) ;

« - auprès des distributeurs dans le cadre de leur reprise des produits usagés ;

« - collecte organisée par des acteurs du réemploi et de la réutilisation en lien avec l'éco-organisme ;

« - collecte directe auprès de détenteurs professionnels ;

« - point d'apport volontaire destiné aux détenteurs professionnels ;

« - dépôts sauvages ;

« - catastrophes naturelles ou accidentelles ;

« - autre.

« Les origines de collecte sont ventilées par type de collecte lorsque cela est pertinent, conformément au modèle de déclaration.

« I. - Informations complémentaires par producteur relatives aux produits mis sur le marché à transmettre à l'Agence

« a) La quantité d'éléments d'ameublement mis sur le marché, exprimée en tonne, en précisant le statut du producteur et le fait qu'ils aient été mis en marché suite à une opération de réemploi, ventilée :

« - par catégorie d'éléments d'ameublement ;

« - par matériau majoritaire ;

« b) Les tonnages de bois issu du recyclage en boucle ouverte de déchets de bois post-consommateur, collectés ou soutenus par un éco-organisme agréé, incorporés dans les éléments d'ameublement composés de panneaux de particules, ventilés :

« - par catégorie d'éléments d'ameublement ;

« - par matériau majoritaire.

« II. - Informations complémentaires par éco-organisme et par système individuel à transmettre à l'Agence en vue de leur transmission à l'Autorité compétente pour l'élaboration et le suivi du SRADDET ou, le cas échéant, du PRPGD

« 1. Données relatives à la collecte des déchets

« Le nombre de points de collecte ventilé par origine de collecte.

« Les tonnages collectés ventilés par origine de collecte et par matériaux majoritaire.

« 2. Autres données (à transmettre uniquement à l'Agence)

« a) Le montant des contributions financières perçues par catégorie d'éléments d'ameublement et par matériau majoritaire ;

« b) L'ensemble des données nécessaires au calcul de l'équilibrage, sur la base des modalités de calculs définies par le cahier des charges d'agrément ou l'organisme coordonnateur, devront être remontées par les éco-organismes pour le 30 juin.

## **Article 12**

L'annexe IX du même arrêté est remplacée par l'annexe suivante :

« Annexe IX. - MODALITÉS SPÉCIFIQUES AUX PRODUITS TEXTILES D'HABILLEMENT, CHAUSSURES ET LINGE DE MAISON MENTIONNÉS AU 11° DE L'ARTICLE L. 541-10-1

« Pour l'application de l'arrêté et de la présente annexe, les champs applicables à chacune des définitions sont :

« " Statut du producteur " :

« -Fabricant

« -Importateur (en provenance de l'UE ou d'un pays tiers)

« -Revendeur sous marque ou nom propre ou donneur d'ordre

« -Vendeur à distance depuis l'étranger directement à des ménages situés sur le territoire national

« -Personne mentionnée à l'article L. 541-10-9 du code de l'environnement

« " Catégories de textiles " :

« -Produits textiles d'habillement

« -Linge de maison

« -Chaussures

« " Origines de collecte " :

« -Déchèterie (en collecte séparée)

« -Conteneur sur domaine public ou privé

« -Magasin

« -Antenne associative et structure de l'économie sociale et solidaire

- « -Collecte organisée par ou pour le compte de l'éco-organisme
- « -Collecte événementielle ou non permanente
- « I.-Informations complémentaires par producteur relatives aux produits mis sur le marché à transmettre à l'Agence
- « La quantité de produits textiles mis sur le marché, exprimée en tonne et en unité, ventilée par catégorie de produits textiles, en précisant le statut du producteur et le fait qu'ils aient été mis en marché suite à une opération de réemploi.
- « II.-Informations complémentaires par éco-organisme et par système individuel relatives à la gestion des déchets à transmettre à l'Agence et à l'Autorité compétente pour l'élaboration et le suivi du SRADDET ou, le cas échéant, du PRPGD
- « La quantité de produits textiles usagés triés, exprimée en tonne, ventilée comme suit :
- « -Produits triés en vue de la réutilisation
- « -Produits triés en vue du recyclage
- « -Produits triés en vue du CSR
- « -Produits triés en vue de l'incinération avec valorisation énergétique
- « -Produits triés en vue de l'incinération sans valorisation énergétique
- « -Produits triés en vue de l'enfouissement

### **Article 13**

L'annexe X du même arrêté est remplacée par l'annexe suivante :

- « Annexe X. - MODALITÉS SPÉCIFIQUES AUX JOUETS MENTIONNÉS AU 12° DE L'ARTICLE L. 541-10-1
- « Pour l'application de l'arrêté et de la présente annexe, les champs applicables à chacune des définitions sont :
- « " Statut du producteur " :
- « -Fabricant ou assembleur
- « -Importateur (en provenance de l'UE ou d'un pays tiers)
- « -Revendeur sous marque ou nom propre
- « -Vendeur à distance depuis l'étranger directement à des ménages ou à des utilisateurs autres que les ménages situés sur le territoire national
- « -Personne mentionnée à l'article L. 541-10-9 du code de l'environnement
- « " Catégories de jouets " (catégorie unique) : les jouets mentionnés au II de l'article R. 543-320 du code de l'environnement.
- « " Origines de collecte " :
- « -Déchèterie

- « -Collecte mobile assurée par le SPGD
- « -Collecte organisée par ou pour le compte de l'éco-organisme (proximité, évènementiels, autres)
- « -Collecte organisée par des entreprises de l'économie sociale et solidaire en lien avec l'éco-organisme
- « -Après des distributeurs dans le cadre de leur reprise des produits usagés
- « -Dépôts sauvages
- « -Autre
- « Les origines de collecte sont ventilées par type de collecte lorsque cela est pertinent, conformément au modèle de déclaration.
- « Informations complémentaires par producteur relatives aux produits mis sur le marché à transmettre à l'Agence
- « La quantité de jouets mis sur le marché, exprimée en tonne en précisant le statut du producteur et le fait qu'ils aient été mis en marché suite à une opération de réemploi.

#### **Article 14**

L'annexe XI du même arrêté est remplacée par l'annexe suivante :

- « Annexe XI. - MODALITÉS SPÉCIFIQUES AUX ARTICLES DE SPORT ET DE LOISIRS MENTIONNÉS AU 13° DE L'ARTICLE L. 541-10-1
- « Pour l'application de l'arrêté et de la présente annexe, les champs applicables à chacune des définitions sont :
- « " Statut du producteur " :
- « -Fabricant ou assembleur
- « -Importateur (en provenance de l'UE ou d'un pays tiers)
- « -Revendeur sous marque ou nom propre
- « -Vendeur à distance depuis l'étranger directement à des ménages ou à des utilisateurs autres que les ménages situés sur le territoire national
- « -Personne mentionnée à l'article L. 541-10-9 du code de l'environnement
- « " Catégories d'articles de sport et de loisirs " : les familles d'articles de sport et de loisirs mentionnées au II de l'article R. 543-330 du code de l'environnement.
- « " Origines de collecte " :
- « -Déchèterie
- « -Collecte mobile assurée par le SPGD
- « -Collecte organisée par ou pour le compte de l'éco-organisme (proximité, évènementiels, autres)
- « -Collecte organisée par des entreprises de l'économie sociale et solidaire en lien avec l'éco-organisme
- « -Après des distributeurs dans le cadre de leur reprise des produits usagés

« -Club et association sportive et de loisirs ou évènement sportif

« -Dépôts sauvages

« -Autre

« Les origines de collecte sont ventilées par type de collecte lorsque cela est pertinent, conformément au modèle de déclaration.

« I.-Informations complémentaires par producteur relatives aux produits mis sur le marché à transmettre à l'Agence

« La quantité d'articles de sport et de loisirs mis sur le marché, exprimée en tonne, ventilée par catégorie d'articles de sport et de loisirs, en précisant le statut du producteur et le fait qu'ils aient été mis en marché suite à une opération de réemploi.

« II.-Informations complémentaires par éco-organismes et par systèmes individuels à transmettre à l'Agence et à l'Autorité compétente pour l'élaboration et le suivi du SRADDET ou, le cas échéant, du PRPGD

« Le montant des contributions financières perçues par catégorie d'articles de sport et de loisirs.

### **Article 15**

L'annexe XII du même arrêté est remplacée par l'annexe suivante :

« Annexe XII. - MODALITÉS SPÉCIFIQUES AUX ARTICLES DE BRICOLAGE ET DE JARDIN MENTIONNÉS AU 14° DE L'ARTICLE L. 541-10-1

« Pour l'application de l'arrêté et de la présente annexe, les champs applicables à chacune des définitions sont :

« " Statut du producteur " :

« -Fabricant ou assembleur

« -Importateur (en provenance de l'UE ou d'un pays tiers)

« -Revendeur sous marque ou nom propre

« -Vendeur à distance depuis l'étranger directement à des ménages situés sur le territoire national

« -Personne mentionnée à l'article L. 541-10-9 du code de l'environnement

« " Catégories d'articles de bricolage et de jardin " : les familles d'articles de bricolage et de jardin définies à l'article R. 543-340 du code de l'environnement.

« " Origines de collecte " :

« -Déchèterie

« -Collecte mobile assurée par le SPGD

« -Collecte organisée par ou pour le compte de l'éco-organisme (proximité, évènementiels, autres)

« -Collecte organisée par des entreprises de l'économie sociale et solidaire en lien avec l'éco-organisme

« -Après des distributeurs dans le cadre de leur reprise des produits usagés



« -Dépôts sauvages

« -Autre

« Les origines de collecte sont ventilées par type de collecte lorsque cela est pertinent, conformément au modèle de déclaration.

« I.-Informations complémentaires par producteur relatives aux produits mis sur le marché à transmettre à l'Agence

« La quantité d'articles de bricolage et de jardin mis sur le marché, exprimée en tonne, ventilée par catégorie d'articles de bricolage et de jardin, en précisant le statut du producteur et le fait qu'ils aient été mis en marché suite à une opération de réemploi.

« II.-Informations complémentaires par éco-organisme et par système individuel à transmettre à l'Agence et à l'Autorité compétente pour l'élaboration et le suivi du SRADDET ou, le cas échéant, du PRPGD

« Le montant des contributions financières perçues par catégorie d'articles de bricolage et de jardin.

« - l'ensemble des données nécessaires au calcul de l'équilibrage, sur la base des modalités de calculs définies par le cahier des charges d'agrément ou l'organisme coordonnateur, pour le 30 juin. »

## **Article 16**

L'annexe XIV du même arrêté est remplacée par l'annexe suivante :

« Annexe XIV. - MODALITÉS SPÉCIFIQUES AUX NAVIRES DE PLAISANCE OU DE SPORT MENTIONNÉS AU 18° DE L'ARTICLE L. 541-10-1

« Pour l'application de l'arrêté et de la présente annexe, les champs applicables à chacune des définitions sont :

« " Statut du producteur " :

« -Fabricant

« -Importateur (en provenance de l'UE ou d'un pays tiers)

« -Revendeur sous marque ou nom propre ou donneur d'ordre

« -Personne mentionnée à l'article L. 541-10-9 du code de l'environnement

« " Catégories de navires de plaisance ou de sport " : les bateaux de plaisance ou de sport, au sens de l'article R543-297 du code de l'environnement, suivants :

« -Voilier monocoque

« -Voilier multicoque

« -Bateau à moteur rigide

« -Bateau à moteur semi-rigide

« -Bateau pneumatique

« -Véhicule nautique à moteur

« I.-Informations complémentaires par producteur relatives aux produits mis sur le marché à transmettre à l'Agence

« La quantité de bateaux de plaisance ou de sport mis sur le marché, exprimée en tonne et en unité, ventilée par catégorie de navires de plaisance ou de sport, en précisant le statut du producteur et la taille des bateaux en mètre.

« II. Informations complémentaires par éco-organisme et par système individuel relatives à la gestion des déchets à transmettre à l'Agence et à l'Autorité compétente pour l'élaboration et le suivi du SRADDET ou, le cas échéant, du PRPGD

« a) La quantité de bateaux de plaisance ou de sport usagés traités, exprimée en tonne et en unité, ventilée par catégorie de navires de plaisance ou de sport, et par taille des bateaux (inférieure ou supérieure à 6 mètres), en précisant si issus de :

« -Particulier

« -Collectivité

« -Autorité portuaire

« -Professionnel du nautisme

« -Association

« -Club nautique

« -Autre (Etat, etc.)

« Et en précisant : - s'ils sont issus d'une collecte individuelle ou groupée événementielle et, le cas échéant, s'il s'agit d'un bateau abandonné ou issu de catastrophe naturelle ou accidentelle.

« - si le ou les bateaux ont fait l'objet d'un apport en centre de déconstruction ou s'ils ont été collectés directement sur leur lieu de détention.

« b) La quantité de déchets et matières suivants issus du traitement des bateaux de plaisance ou de sport usagés, exprimée en tonne, en précisant le type de traitement pour chacun d'entre eux :

« --Les métaux, en distinguant les métaux ferreux et non ferreux

« -Les composites

« -Le bois

« -Le plastique

« -Les déchets issus de la dépollution en distinguant :

« i) Les fluides

« ii) Les déchets d'équipements électriques et électroniques inclus dans le champ de la filière

« iii) Les déchets d'équipements électrique et électroniques relevant de la filière REP des déchets d'équipements électriques et électroniques

« iv) Les déchets de batteries relevant de la filière REP des batteries ;

« v) Les déchets d'articles de sport et de loisirs relevant de la filière REP des déchets d'articles de sport et de loisirs ;

« vi) Les déchets de produits pyrotechniques relevant de la catégorie des produits pyrotechniques de la filière REP des déchets des contenus et contenants des produits chimiques pouvant présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement ;

« vii) Les autres matières ou déchets.

« En indiquant pour chaque installation de traitement et jusqu'à l'étape de traitement finale, la raison sociale, le numéro SIRET et le département pour une installation située en France ou le numéro d'identifiant et le pays pour une installation située hors France ainsi que les quantités de déchets traitées par l'installation.

« III. Informations complémentaires par éco-organisme et par système individuel relatives aux données financières :

« - le coût total de la collecte et les montants versés au titre de la prise en charge des coûts de transport des déchets de bateaux de plaisance ou de sport, ventilés selon les catégories prévues par le barème de prise en charge en vigueur. »

### **Article 17**

L'annexe XVI du même arrêté est remplacé par l'annexe suivante :

« Annexe XVI. - MODALITÉS SPÉCIFIQUES AUX PRODUITS ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION DU SECTEUR DU BÂTIMENT AU 4° DE L'ARTICLE L. 541-10-1 ET LISTE DES DONNÉES COMPLÉMENTAIRES À TRANSMETTRE À L'AGENCE

« ANNEXÉE À L'ARRÊTÉ DU 7 SEPTEMBRE 2023

« Pour l'application de l'arrêté et de la présente annexe, les champs applicables à chacune des définitions sont :

« " Statut de producteur " :

« -fabricant : entreprise qui fabrique ou fait fabriquer des produits ou matériaux de construction du secteur du bâtiment qu'elle met à disposition sur le marché national sous son propre nom ou sa propre marque en vue d'être utilisés par toute personne qui réalise ou fait réaliser par un tiers des travaux de construction ou de rénovation sur le territoire national ;

« -importateur : entreprise qui importe ou introduit pour la première fois sur le marché national des produits ou matériaux de construction du secteur du bâtiment, destinés à être utilisés sur le territoire national ;

« -revendeur sous marque ou nom propre ;

« -vendeur à distance depuis l'étranger directement à des ménages ou à des utilisateurs autres que les ménages situés sur le territoire national ;

« -personne mentionnée à l'article L. 541-10-9 du code de l'environnement.

« " Catégories et familles de PMCB " : les catégories et familles définies au II de l'article R. 543-289.

« " Origine de collecte " :

- « -déchèteries dans le cadre du service public de gestion des déchets ;
  - « -déchèteries professionnelles ;
  - « -distributeurs de PMCB ;
  - « -autres installations de reprise ;
  - « -reprise chez une entreprise du bâtiment qui regroupe dans ses locaux les déchets du bâtiment issus de son activité ;
  - « -reprise sur chantier de construction, rénovation ou démolition ;
  - « -reprise auprès d'un acteur du réemploi et de la réutilisation ;
  - « -dépôts sauvages ;
  - « -catastrophes naturelles ou accidentelles.
- « Pour les origines correspondant à des points de reprise, il sera précisé lorsqu'il s'agit de points de maillage territorial tel que défini dans l'article R. 543-290-5.
- « Les origines de collecte sont ventilées par type de collecte lorsque cela est pertinent, conformément au modèle de déclaration.
- « “Unité de Vente (UV)” : unité de produit conditionné faisant l'objet d'une transaction entre deux acteurs. L'UV peut être composée de différents éléments de différents matériaux.
- « “Matériaux d'emballage” :
- « - acier ;
  - « - aluminium ;
  - « - papier carton ;
  - « - plastique, en distinguant le type de résine le cas échéant ;
  - « - verre ;
  - « - bois ;
  - « - autres matériaux.
- « Pour les matériaux d'emballage :
- « Chaque matériau constituant une unité d'emballage au sens de la décision d'exécution (UE) 2019/665 de la Commission du 17 avril 2019 modifiant la décision 2005/270/CE établissant les tableaux correspondant au système de bases de données conformément à la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux emballages et aux déchets d'emballages, doit être déclaré sous son matériau respectif.
- « Cependant, si un matériau représente moins de 5 % du poids de l'unité d'emballage, le poids de ce matériau peut être déclaré sous le matériau prédominant en poids dans cette unité d'emballage.
- « I.-Informations complémentaires par producteur relatives aux produits mis sur le marché à transmettre à l'Agence

« La quantité de PMCB mises sur le marché, exprimée en tonne, ventilée par catégorie et famille de PMCB, en précisant le statut de producteur.

« Lorsque cette quantité est calculée par l'éco-organisme à l'aide d'une table de conversion entre le poids et une autre unité déclarée par le producteur, cette table de conversion est transmise à l'Agence.

« II.-Informations complémentaires mises à disposition du public par les éco-organismes

« S'agissant des informations mentionnées au 3° de l'article L. 541-10-15 :

« -les éco-organismes ou l'organisme coordonnateur publient ces informations par voie électronique a minima deux fois par an : le 30 juin et le 31 décembre de chaque année n ;

« -les données mises à disposition préciseront également pour chaque lieu de collecte :

« -s'il s'agit d'un point de maillage ;

« -si les déchets dangereux sont acceptés ;

« -le public autorisé : professionnels et/ ou particuliers.

« III. – Informations complémentaires relatives aux données financières

« a) Le montant des contributions ventilées par catégorie et famille de PMCB

« b) Le montant des soutiens et dépenses ventilées par catégorie et famille de PMCB

« IV. - Informations complémentaires relatives aux emballages mis sur le marché à transmettre à l'Agence

« Pour les produits relevant de la famille 2c, la quantité d'emballages mise sur le marché, exprimée en UV d'une part et en tonne par matériau d'autre part, en distinguant :

« i) Les emballages réemployés ;

« ii) Les emballages réemployables neufs ;

« iii) Les emballages à usage unique.

« La quantité d'emballages contenant du plastique (qu'il soit majoritaire ou non) mise sur le marché, exprimée en UV.

« a) Données relatives à la collecte des déchets :

« Pour les produits relevant de la famille 2c, les données remontées dans le cadre de l'article 5 sont distinguées entre contenu et emballage par matériau.

« b) Données relatives au traitement des déchets :

« Pour les produits relevant de la famille 2c, les données remontées dans le cadre de l'article 6 sont distinguées entre contenu et emballage par matériau.

## **Article 18**

Après le dernier alinéa de l'annexe XVII du même arrêté sont ajoutés les alinéas suivants :

« v) Pour chaque éco-organisme agréé et chaque producteur en système individuel agréé, la liste des opérateurs de gestion de déchets avec lesquels un contrat a été conclu conformément à l'article L. 541-10-26 du code de l'environnement, en précisant :

« - La raison sociale et le SIREN de l'exploitant

- Pour les installations ;
- situées en France, l'adresse, le code postal, la commune ainsi que le SIRET
- situées à l'étranger, le code pays, l'adresse, le code postal et la commune.

## **Article 19**

L'annexe XVIII du même arrêté est remplacé par l'annexe suivante :

« Annexe XVIII. - MODALITÉS SPÉCIFIQUES AUX PNEUMATIQUES MENTIONNÉS AU 16° DE L'ARTICLE L. 541-10-1 ET LISTE DES DONNÉES COMPLÉMENTAIRES À TRANSMETTRE À L'AGENCE

« Pour l'application de l'arrêté et de la présente annexe, les champs applicables à chacune des définitions sont :

« “ Statut du producteur ” :

« -fabricant (manufacturier) ;

« -importateur (en provenance de l'UE ou d'un pays tiers) ;

« -personne qui importe ou introduit des produits équipés de pneumatiques ;

« -revendeur sous marque ou donneur d'ordre ;

« -personne mentionnée à l'article L. 541-10-9 du code de l'environnement.

« “ Pneumatiques ” : les pneumatiques tels que définis au II de l'article R. 543-137 du code de l'environnement, en distinguant les produits suivants :

« -les pneumatiques (hors pneumatiques pleins), présentés selon les catégories précisées dans le tableau ci-dessous.

«

<b>Libellé des catégories de pneumatiques (Abréviation)</b>	<b>Poids moyens des pneumatiques</b>	<b>Description de la catégorie de pneumatiques</b>
Deux roues (2R)	Poids moyen 4,8 kg	Cyclomoteur, motocyclette, voiturette
Véhicule léger (VL)	Poids moyen 8,3 kg	Voiture particulière, camionnette

Poids lourd (PL)	Poids moyen 58,7 kg	Poids lourd (véhicule pour le transport de marchandises), autobus, autocar, véhicule remorqué, autre véhicule
Agraire (AGRI)	Poids moyen 84,5 kg	Véhicule agricole ou forestier
Génie civil (GC)	Poids moyen 277,3 kg	Véhicule de travaux publics
Avion (AV)	Poids moyen 21,8 kg	Avion, hélicoptère, autre hors catégories de pneumatiques définies ci-dessus

« -les pneumatiques pleins.

« “ Origine de collecte ” :

« -déchèterie (collecte séparée) ;

« -encombrants (y compris la collecte sur l'espace public) et collecte mobile assurée par le SPGD ;

« -détenteur professionnel, en précisant s'il s'agit d'un utilisateur relevant de l'une des catégories suivantes :

« -professionnel de l'automobile (dont garagiste, exploitant d'un centre d'entretien ou de réparation de véhicules ...) ;

« -transports, travaux publics, industriels ;

« -centre de traitement de véhicules hors d'usage ;

« -autre dont administration civile et de défense, collectivité territoriale, agriculteur hors pneumatiques issus d'opérations d'ensilage ... ;

« -auprès des distributeurs dans le cadre de leur reprise des produits usagés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;

« -reprise auprès d'un opérateur du réemploi ou de la réutilisation ;

« -dépôts sauvages ;

« -catastrophes naturelles ou accidentelles ;

« -pneumatiques issus d'opérations d'ensilage ;

« -autre (circuit de motocross ...).

« Granulat : particules de caoutchouc dérivées de pneus usagés non réutilisables (PUNR) typiquement de taille comprise entre 0,8 mm et 20 mm, obtenues par un procédé de granulation.

« Procédé de granulation : opérations successives de broyage, d'écrasement, de fragmentation, de tri et de tamisage des pneus usagés non réutilisables (PUNR) ayant pour but de séparer les renforts textiles et métalliques de la matrice en caoutchouc.

« I.-Informations complémentaires par producteur relatives aux produits mis sur le marché à transmettre à l'Agence

« a) La quantité de pneumatiques (hors pneumatiques pleins) mis sur le marché, exprimée en tonne et en unité, ventilée par catégorie, en précisant le statut de producteur et le fait qu'ils aient été mis en marché suite à une opération de réutilisation ;

« b) La quantité de pneumatiques pleins mis sur le marché, exprimée en tonne et en unité, en précisant le statut de producteur ;

« La première période de transmission des informations mentionnées au b) du I intervient en 2026 et concerne les informations relatives à l'année civile 2025.

« II.-Informations complémentaires par éco-organisme et par système individuel à transmettre à l'Agence en vue de leur transmission à l'autorité compétence pour l'élaboration et le suivi du SRADDET ou, le cas échéant, du PRPGD en ce qui concerne :

« 1. Les pneumatiques (hors pneumatiques issus d'opérations d'ensilage)

« a) Les données relatives à la collecte et à la gestion des déchets

« (i) La quantité des pneumatiques usagés relevant de la catégorie VL ayant fait l'objet d'une opération de rechapage, exprimée en tonne.

« (ii) La quantité des pneumatiques usagés relevant de la catégorie PL ayant fait l'objet d'une opération de rechapage, exprimée en tonne, en distinguant la quantité de ces pneumatiques, exprimée en tonne, ayant été rechapés dans le cadre d'une opération dite nominative ou d'échange standard.

« (iii) Pour les pneumatiques usagés traités par des installations de granulation, une estimation de la quote-part des granulats de caoutchouc utilisés dans le remplissage des terrains de sport synthétiques.

« La première période de transmission des informations relatives à la collecte et à la gestion des pneumatiques pleins intervient en 2026 et concerne les informations relatives à l'année civile 2025 ;

« b) Autres données (à transmettre uniquement à l'Agence)

« (i) La liste des opérateurs de gestion des déchets enregistrés en application du I de l'article R. 543-139 du code de l'environnement, en distinguant les opérateurs de la réutilisation et ceux du rechapage selon les catégories de pneumatiques.

« Et, en précisant, pour chacun des opérateurs de gestion des déchets, leur raison sociale et leur numéro de SIRET.

« (ii) Le nombre de mandats passés entre l'éco-organisme et une personne morale située dans chacune des collectivités territoriales régies par l'article 73 de la Constitution, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon, en application de l'article R. 543-145 du code de l'environnement.

« 2. Les pneumatiques issus d'opérations d'ensilage

« Pour l'application du II de l'article 6 du présent arrêté, les informations transmises distinguent les déchets de pneumatiques issus d'opérations d'ensilage.

## **Article 20**

L'arrêté du 12 décembre 2022 modifié susvisé est complété d'une dix-neuvième annexe ainsi rédigée :



« Annexe XIX. - MODALITES SPECIFIQUES AUX TEXTILES SANITAIRES A USAGE UNIQUE, CATEGORIE LINGETTES, Y COMPRIS LES LINGETTES PREIMBIBEES POUR USAGES CORPORELS ET DOMESTIQUES, MENTIONNES AU 21° DE L'ARTICLE L. 541-10-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT ET RELEVANT DE LA CATEGORIE 1° DU III DE L'ARTICLE R. 543-360.

« Pour l'application de l'arrêté et de la présente annexe, les champs applicables à chacune des définitions sont :

« « Statut du producteur » :

« - Fabricant ;

« - Importateur (en provenance de l'UE ou d'un pays tiers) ;

« - Personne mentionnée à l'article L. 541-10-9 du code de l'environnement ;

« - Revendeur sous marque.

« « Catégories de produits de lingettes » :

« - Lingettes préimbibées pour l'hygiène, la protection ou le soin corporel ;

« - Lingettes préimbibées pour l'entretien, le nettoyage ou la désinfection ;

« - Lingettes préimbibées professionnelles ou industrielles ;

« - Papier toilette humide ;

« - Autres lingettes préimbibées ;

« - Lingettes sèches soin du linge ;

« - Lingettes sèches soin corporel ;

« - Autres lingettes sèches ;

« - Masque pour le soin, l'hygiène et la protection du visage (préimbibés ou non) ;

« « Matériaux » :

« - Fibres naturelles ;

« - Fibres artificielles ;

« - Fibres synthétiques et mélanges contenant du plastique ;

« - Matériaux incorporant des matières recyclées.

« I. Informations complémentaires par producteur relatives aux produits mis sur le marché à transmettre à l'Agence

« La quantité de lingettes mis sur le marché, exprimée en unité et en tonne, ventilée par catégorie de produits et par matériaux, en précisant la présence d'additifs ou de substances dangereuses, et en précisant le statut du producteur.

« Informations complémentaires par éco-organisme et par système individuel à transmettre à l'Agence et à l'Autorité compétente pour l'élaboration et le suivi du SRADDET ou, le cas échéant, du PRPGD

« a) Le nombre de collectivités territoriales et de leurs groupements avec lesquelles l'éco-organisme a conclu un des contrats mentionnés aux articles R. 541-102, R. 541-104 et R. 541-105 du code de l'environnement du code de l'environnement et par type de soutiens.

« Les types de soutiens sont les suivants :

« - Soutiens au nettoyage ;

« - Soutiens à la sensibilisation ;

« - Autres soutiens.

« b) Le nombre des autres personnes publiques en charge des opérations de nettoyage et de la propreté de l'espace public, auxquelles l'éco-organisme apporte un soutien financier, par département ;

« c) Le nombre de campagnes d'information et de sensibilisation réalisées par l'éco-organisme en propre, et le nombre de campagnes des collectivités territoriales et leurs groupements, soutenues par l'éco-organisme, en distinguant :

« - les campagnes d'information sur les impacts environnementaux, en particulier sur le milieu marin et aquatique, liés aux lingettes abandonnées dans la nature et les espaces publics et l'incidence d'une élimination inappropriée des déchets issus de lingettes sur les réseaux d'assainissement ;

« - les campagnes d'information sur la disponibilité de produits alternatifs réutilisables et de systèmes de réemploi. »

## **Article 21**

I.- Les centres VHU titulaires d'un agrément en application de l'article R. 543-155-7 ou dont les installations sont enregistrées au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées, ainsi que les broyeurs titulaires d'un agrément en application de ce même article ou dont les installations sont autorisées au titre de la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées, transmettent en 2026 et en 2027 à l'Agence la déclaration relative à leur activité, respectivement, de 2025 et 2026 prévue au 5° de l'annexe I et au 4° de l'annexe II de l'arrêté du 2 mai 2012 modifié relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage.

II.- L'article 15 de l'arrêté du 8 octobre 2024 susvisé est abrogé.

## **Article 22**

Le présent arrêté entre en vigueur au lendemain de sa publication à l'exception des dispositions suivantes :

1° Le b) du 1° du III et le VI de l'article 5 [donnée IMPR + données financières SI], l'article 7 [modification EMBM] entrent en vigueur au 1er janvier 2027, sur les données 2026.

2° L'article 8 [modification EP] entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2027 pour les données portant sur le second semestre 2026. Pour les données portant sur l'année 2025 et sur le premier semestre 2026, les dispositions de l'annexe 2 de l'arrêté du 18 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2022 relatif aux données des filières à responsabilité élargie des producteurs s'applique aux seuls emballages de la

restauration tels que définis à l'article R. 543-43 III 6° du code de l'environnement dans sa version en vigueur jusqu'au 31 décembre 2025.

3° Les alinéas 19 de l'annexe VIII, 17 de l'annexe X, 18 de l'annexe XI, 17 de l'annexe XII et 20 de l'annexe XVI, entrent en vigueur dans leur rédaction modifiée par le présent arrêté au 1<sup>er</sup> janvier 2027, sur les données 2026.

4° Les alinéas 24 de l'annexe III, 21 de l'annexe VIII, 20 de l'annexe IX, 19 de l'annexe X, 20 de l'annexe XI, 19 de l'annexe XII et 29 de l'annexe XVIII entrent en vigueur dans leur rédaction modifiée par le présent arrêté au 1<sup>er</sup> janvier 2027, sur les données 2026.

5° Les cinq derniers alinéas de l'annexe III, de l'annexe IV et de l'annexe XVII entrent en vigueur dans leur rédaction modifiée par le présent arrêté au 1<sup>er</sup> janvier 2027, sur les données 2026.

### **Article 23**

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le .

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général de la prévention des risques

C. Bourillet